

Présidentielle

Pourquoi Kamto refuse-t-il d'admettre sa défaite ?



● *Le candidat du Mrc, après avoir rejeté la victoire de Paul Biya envisage désormais de poser des actions visant à faire valoir son bon droit.*

● **10 experts s'affrontent.** Pp. 5-10

Comptage physique des personnels de l'Etat

Les salaires et pensions de plus de 600 personnes décédées suspendus

P4



LFPC

Benjamin Bayeck appointed SG

P.11

Yaounde Conference Center

Lower section of the center reduced to ashes

P.3

Scrutin du 07 octobre

La commission des droits de l'homme regrette l'inefficacité de l'opposition

P.2

Scrutin du 07 octobre

La commission des droits de l'homme regrette l'inefficacité de l'opposition

Dans un communiqué signé du 24 octobre 2018, Chemuta Divine Banda, le président de la commission nationale des droits de l'homme et des libertés note que les coalitions de l'opposition sont infructueuses.

Plusieurs leçons se dégagent de l'élection présidentielle du 07 Octobre 2018. Celle qui est adressée à l'opposition fait état de ce que « les partis de l'opposition n'ont jamais atteint le seuil de 30% » depuis 2004. Encore que l'élection de 2018 comptait moins de candidats qu'en 2004 et en 2011 qui avait battu le record de 23 prétendants au fauteuil présidentiel. Bien qu'elle salue la coalition de dernière minute, notamment entre Maurice Kamto et Akere Muna, la Cndhl note une faiblesse qui, à contrario, a permis au pouvoir actuel d'obtenir des scores à la soviétique avec « 70% » depuis cette même période.

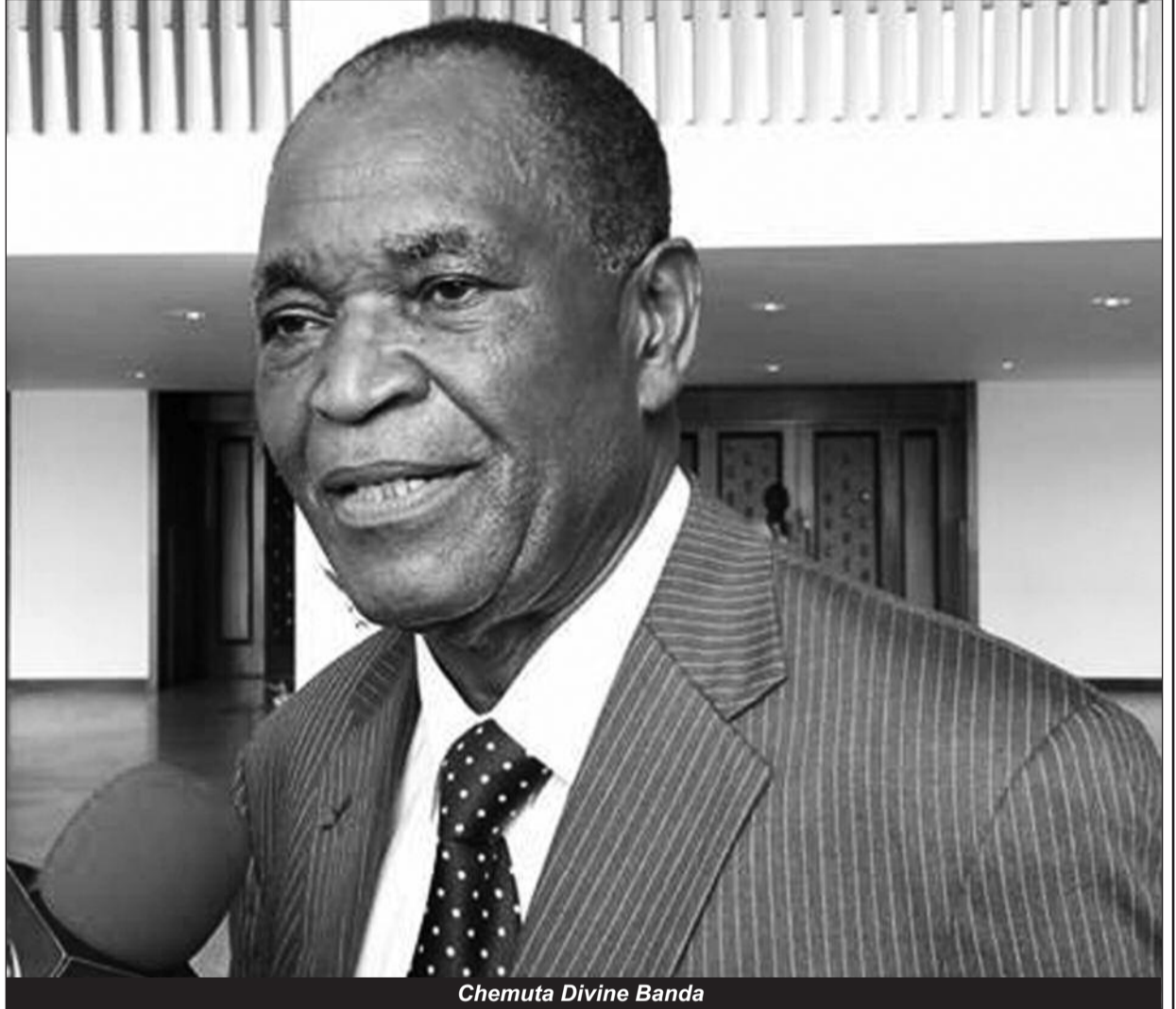
Mais déjà, Chemuta Divine Banda et son équipe saluent le scrutin présidentiel qui « s'est déroulé dans un environnement marqué par une crise sociopolitique extrêmement préoccupante », le faible taux de participation et le règlement « passionnant et captivant » du

contentieux post-électoral par le Conseil Constitutionnel étant donné sa retransmission en direct à la télévision, à l'échelle nationale et internationale». Elle salue également le comportement du peuple camerounais et les différents candidats à la présidentielle « pour leur sens aigu du patriotisme ».

Toutefois, il faut noter que cette déclaration n'est que le premier jet d'une série d'observations qui arrive. En effet, la Cndhl travaille sur la production d'un support « qui contiendra des observations et des recommandations détaillées » dont l'objectif est d'améliorer le jeu politique au Cameroun.

A titre de rappel, la commission nationale des droits de l'homme et des libertés a été créée en 2004 dans le but de renforcer la culture du respect des droits de l'homme et surtout de promouvoir l'idéal d'une société non-violente et une société civile encore plus forte.

Hervé Ndongong



Chemuta Divine Banda

Yagoua

Des boutiques modernes pour l'amélioration du cadre de vie des commerçants

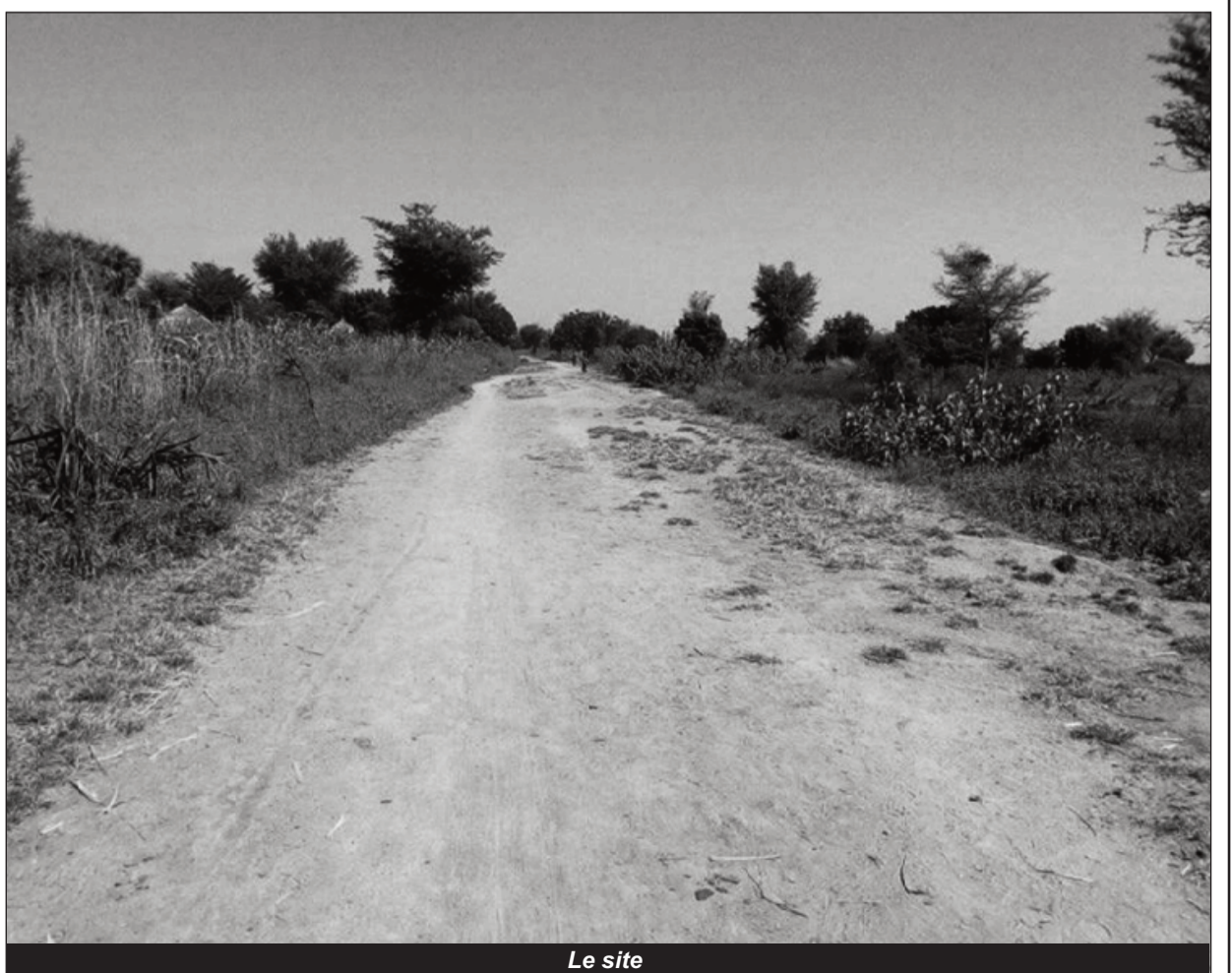
L'étude d'impact environnemental et social dudit projet a été lancée par le Maire de Yagoua.

Quelques semaines, après son élection à la tête de la commune de Yagoua dans l'Extrême-Nord. Le numéro 1 de la commune s'est véritablement tournée vers la modernisation et l'amélioration du cadre de vie des commerçants. L'étude d'impact environnemental et social du projet de Construction des boutiques modernes au Marché central a été lancée récemment par le Maire. Financé par la KFW à travers le FEICOM dans le cadre du Projet de Décentralisation Feicom Villes Moyennes (PDFVM), le projet de

construction de boutiques modernes au marché central de Yagoua a franchi une étape capitale.

Avant la descente sur le site, une réunion de lancement présidée par le Maire LIRAWA Pierre a eu lieu. A l'issue de la réunion, l'ordre de Service a été notifié au bureau d'étude qui en compagnie de toute l'équipe, a effectué une descente sur le site. Cette descente a rassuré les Commerçants du marché de l'imminence des travaux. Il est à noter que cette étude d'impact environnemental et social s'étalera sur trois mois.

Félix Swaboka



Le site

Lower section of the Yaounde Conference Center reduced to ashes

Part of the buildings of the Yaounde Conference Centre, hall A on Nkolyanda hill has been consumed by fire early Thursday morning. According to the Director General of this center, Christophe Mien Zok, a huge material damage has been recorded after the fire incident but no human life has been lost meanwhile the main building hosting the county's institutions remain untouched. The Director General explained that the fire resulted from an electrical fault and then the lower section of the Conference Center was engulfed by fire. He indicated that this section was playing host to the Exhibition for the Promotion of French studies (SAPEF) when the fire incident occurred. It was thanks to the timely intervention of the elements of the Firefighting Brigade



Lower section of Yaounde Conference Center being consumed by fire.

that the fire was stopped from spreading to other sections. He then informed the public that the other installations remain operational and security ensured while waiting for evaluation of the material damage.

The conference Center, covering an area of 30,797 kilometers, was constructed from March 1978 to October with the aid of Chinese government. The project was a fallout of a win-win partnership between the Chinese and the

Cameroonian governments. The complex was rehabilitated on August 20, 2015 at an estimated cost of 12.58 billion of FCFA. Since the construction of the edifice in 1978, therefore, no such fire incident

has ever occurred. It is therefore a wakeup call for the managing team of the center hosting international events to put measures that are going to avoid future fire incidents.

By Amos Muang Nsah

Après l'élection du 07 octobre 2018

Les femmes de la Wilp maintiennent leur politique de veille

C'est un défi à tenir pour la Cameroonian women for peaceful elections.

L'élection présidentielle s'est tenue le 7 octobre dernier. Elle n'attend plus que la prestation de serment du président déclaré élu par le Conseil Constitutionnel. Les femmes de la Cameroonian women for peaceful elections, une représentation au Cameroun de la Women's International League for Peace and Freedom, entendent bien jouer leur rôle de « veille », question justement pour la WILFP de faire savoir que la salle de veille inaugurée à l'occasion reste « virtuelle jusqu'à la veille de la prochaine élection. Dans le cas d'espèce, notre salle va rester opérationnelle jusqu'aux élections législatives et municipales. C'est le mode opératoire qui va changer », selon la présidente Sylvie Jacqueline Ndongmo. Toutefois, dans la réalisation de ce projet, et surtout dans l'optique de sa pérennisation, « on a rencontré de nombreuses difficultés. Mais qu'à cela ne tienne, nous avons pu réaliser le projet. Nous allons désormais analyser tous les manquements, pour pouvoir améliorer », a-t-elle dit. En attendant lesdites améliorations,

la Women's International League for Peace and Freedom a reçu les félicitations du Pnud (Programme des Nations unies pour le Développement), Onu Femmes, la mission de l'Union africaine.

Juste cause

Ces institutions rappellent que le combat de la WILFP naît du fait que « ces dernières décennies, les élections ont été marquées par des violences multiformes dans bon nombre de pays notamment en Afrique ». La République Centrafricaine, le Gabon, la RDC, le Burundi sont quelques cas évocateurs avec de nombreuses conséquences : pertes en vies humaines et matérielles, selon la Cameroonian women for peaceful elections. Davantage, « les précédents vécus en Afrique ou ailleurs montrent que les femmes sont généralement les premières victimes des conflits violents qui découlent des situations identiques ». « Les mécanismes de prévention et de résolution desdits conflits, qu'ils soient nationaux ou internationaux, n'accordent que peu de place à leur implication

dans la gestion ad hoc », il est question pour cette Ong d'outiller la femme pour qu'elle contribue, et de

manière efficace, à la prévention et la résolution des conflits.

Hervé Ndongbong

SUPER GRAND MIFI VOYAGE PLUS

Pour votre sécurité, votre confort, voyagez avec l'Agence Super Grand Mifi Voyage Plus.

Yaoundé-Bafoussam, Bafoussam-Yaoundé

Qui va lentement va sûrement, c'est notre devise à Super Grand Mifi Voyage Plus.



Super Grand Mifi Voyage Plus, c'est écouter, servir plus, pour une meilleure satisfaction.

Direction générale BP 6522 Yaoundé :
Terminus Miboman
- Agence Bafoussam :
Ndiandam aux agences.

Pour toutes réservations :
Yaoundé : 699 59 96 58
Bafoussam : 690 11 94 44/ 690 11 63 70

Comptage physique des personnels de l'Etat

Les salaires et pensions de plus de 600 personnes décédées suspendus

A l'issue de la première phase du comptage physique à la caisse des fonctionnaires et agents de l'Etat, initié en avril 2018 sur l'ensemble du territoire camerounais, le ministère des Finances a d'ores et déjà suspendu les soldes et pensions de 645 agents publics déclarés décédés, apprend-on de sources proches du dossier.

Pour rappel, en plus de cette mesure qui permettra au Trésor public de faire quelques économies au cours des prochains mois, un peu plus de 25 000 autres fonctionnaires et agents de l'Etat camerounais sont invités à clarifier leur situation auprès du ministère des Finances, dans le cadre d'un précontentieux, qui se déroulera du 26 octobre 2018 au 4 janvier 2019. Il s'agit principalement, apprend-on, des agents de l'administration publique n'ayant pas été dûment recensés lors de la dernière opération de comptage physique, ou alors de ceux dont le recensement a été



Comptage physique des personnels de l'Etat

invalidé après l'exploitation des premières données fournies.

Selon le ministère des Fi-

nances, ce dénombrement a pour but d'identifier et d'expurger du

fichier solde de l'Etat tous

les agents publics y émarquant irrégulièrement, du fait d'une absence non justifiée, d'une démission

ou d'un décès non déclaré.

Oscar Onana

Cemac

Le Programme des réformes économiques et financières exécuté à 32% après 2 ans de mise en œuvre

Les experts de la Cellule de suivi du Programme des réformes économiques et financières de la Cemac (Pref-Cemac) se sont retrouvés le 20 octobre à Malabo (Guinée équatoriale), afin d'évaluer ce Programme depuis son entrée en vigueur en décembre 2016 à Yaoundé, la capitale du Cameroun.

Le président de la Cellule de suivi du Pref-Cemac, Antoine Ngakegni, a relevé que « sur les deux premières années d'exécution, les résultats indiquent un taux moyen de réalisation de 32%, sur l'ensemble des piliers ». S'agissant du pilier 1 du Programme mis en examen, consacré aux politiques budgétaires, le Secrétaire permanent, Michel-Cyr Djiena Wembou, a indiqué que l'application du nouveau dispositif de la surveillance multilatérale, entré en vigueur en 2017, est effective. Sur ce point, il s'est notamment appesanti sur les nouveaux critères de convergence et fait observé que ceux relatifs à l'inflation, à l'endettement et au solde budgétaire de référence ont

été observés par les Etats de la Communauté (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad).

Dans la même lancée, il a expliqué que la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac) a pris une série de mesures avec pour objectif de stabiliser le niveau des réserves de changes, de consolider la coopération technique et financière avec les partenaires extérieurs et de promouvoir la stabilité et l'inclusion financière. Sans oublier la redynamisation des marchés financiers dans la Cemac.

Concernant le pilier 3 relatif aux réformes structurelles et le pilier 4 qui traite de l'intégration régionale, les experts ont indiqué qu'ils examineront les rapports nationaux qui sont disponibles.



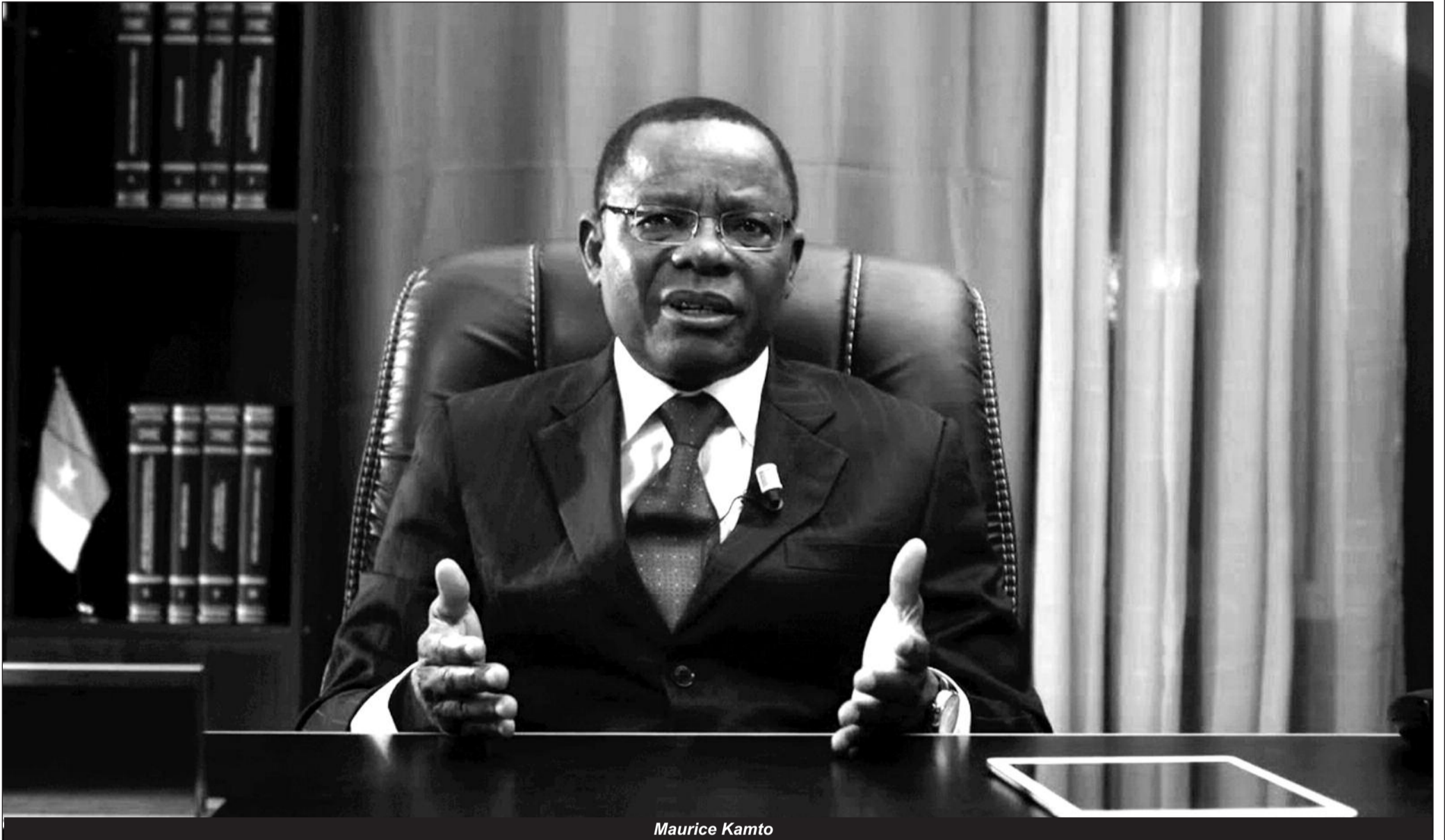
Une de la Pref-Cemac

Enfin, en évoquant le dernier pilier consacré à la coopération internationale, l'on tient que quatre pays de la

Cemac (Cameroun, Gabon, Tchad, Centrafrique) ont conclu un programme avec le FMI tandis que deux (Gui-

née équatoriale et Congo) sont encore en discussion.

O.O.



Maurice Kamto

Présidentielle

Maurice Kamto : on joue à qui perd gagne ?

Le leader du Mrc n'a de cesse de clamer sa victoire.

Depuis la proclamation des résultats de la présidentielle le 22 octobre, le candidat du Mrc est le seul opposant qui a refusé de reconnaître la victoire de Paul Biya. Les autres ont très vite rangé leur épée de conquérant dans le fourreau. La posture de Kamto n'a rien de surprenant, vu que le 08 octobre dernier, soit un jour après la présidentielle, il avait réclamé sa victoire au cours d'un point de presse, ce qui avait provoqué le courroux du gouvernement qui lui avait remonté les bretelles et l'avait soumis à tout type de menaces. Accusé de vouloir instrumentaliser et pousser les Camerounais dans la rue, Maurice Kamto sera mis en garde par le ministre de l'administration territoriale, Paul AtangaNji : « on ne donnera même pas à Kamto la possibilité de commencer. C'est d'abord le sous-préfet de son arrondissement qui s'occupera de lui », dira-t-il sur

les antennes de France 24. Devant le conseil constitutionnel à l'occasion du contentieux postélectoral, Maurice Kamto et son équipe s'évertueront à démontrer que les procès-verbaux d'Elecarn sur la base desquels Clément Atangana s'apprêtait à rendre le verdict des urnes, étaient faux. On se rappelle encore du tollé provoqué le deuxième jour du contentieux par Emile Essombe, membre du conseil constitutionnel et président de la commission nationale de recensement général des votes, qui en produisant comme par magie 6 procès-verbaux sur un lot de 32, pour montrer la bonne foi de son travail, ne s'attendait pas à ce que les avocats du Mrc demandent à les vérifier. Mal lui en prendra, puisqu'on se rendra bien vite compte qu'un seul de ces Pv était signé. Alors que les conseils des Kamto demandaient la production de 32 pv (qui valaient quand même plus de 1 million 327 mille électeurs),

l'audience sera suspendue. Le lendemain, le conseil ne voudra plus entendre parler. Finalement, les recours en annulation partielle du scrutin présidentiel, introduits par le Mrc, seront invalidés, considérés comme non fondés. Ce qui traçait déjà la route à la victoire de Paul Biya. Sauf que Maurice Kamto n'est pas de cet avis et l'a fait savoir à travers une déclaration faite tout de suite après le verdict officiel rendu par Clément Atangana. Il y déclare : « que l'on produise l'ensemble des procès-verbaux dont nous avons demandé la production devant le conseil constitutionnel, et qui n'ont jamais été produits. Même s'ils vont les signer entre temps, cela va servir de base à vérifier ce qui s'est passé au niveau des commissions départementales. Nous avons les documents sur la base desquels la commission nationale de recensement des votes a travaillé. Il vous souvient que devant le conseil

constitutionnel, on nous a posé la question « mais d'où tenez-vous ces documents ? ». Et nous avons répondu « de la commission de recensement des votes », puisque ces documents avaient été remis aux 22 membres de la commission où nous étions représentés. Ils ne peuvent donc pas les contester vu que nous avons montré que ces documents étaient faux ». Il conclut en estimant que « on ne peut pas, à l'issue d'une élection comme celle-ci, où les Camerounais ont exprimé leur désir de changement, où manifestement ils ont désigné quelqu'un d'autre que le président sortant, comme prochain président de la République, simplement tourner la page ». Clamant sa victoire à qui veut l'entendre, l'on a toujours voulu qu'il présente les preuves sur la base desquelles il la revendiquait. Nous avons pu avoir ces données dont se prévaut le Mrc, région par région, département par département, et qui font de

Maurice Kamto le vainqueur, avec 39% des suffrages valablement exprimés. Mais, cette revendication de la victoire pousse les gens à s'interroger car, le grand combat aurait dû être en amont : la lutte contre le code électoral, élaboré pour ne servir qu'une seule personne. Après avoir accepté les règles du jeu, pourquoi se plaindre aujourd'hui ? Nul ne peut se prévaloir de ses propres turpitudes. Comment comprendre que Kamto continue à rejeter la victoire de Paul Biya alors que les autres opposants ont déjà reconnu leur défaite ? Est-ce une erreur politique pour lui que de continuer à s'entêter ? Il a décidé de se tourner vers la communauté internationale. Que peut-il en espérer de concret dans un contexte où les Américains ont salué l'élection au Cameroun et Grande-Bretagne a félicité Paul Biya ? Que reste-t-il à Kamto comme ultime solution face à la machine Biya ?

Kami Jefferson

Cyrille Ngoua, *Coach Consultant en Management***« Maurice Kamto est un politicien amateur »**

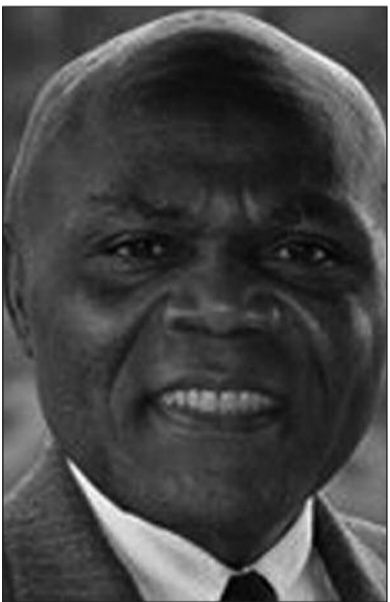
Pour mieux comprendre la position très tranchée de Maurice Kamto qui refuse radicalement de reconnaître la victoire de Paul Biya alors que tous les autres candidats ont, malgré tout, fini par accepter leur défaite, il faut revenir quelques années en arrière et analyser certains de ces actes pour comprendre que contrairement à tous les autres candidats, Paul Biya inclus, il était

celui qui voulait le plus le fauteuil présidentiel. Et cette volonté ne semble pas avoir perdu de son intensité. Maurice Kamto est absolument convaincu qu'il est celui qui mérite, aujourd'hui, de diriger le Cameroun. Ainsi en démissionnant du Gouvernement, il avait déjà une idée claire de ses ambitions présidentielles et il semblait avoir réuni tous les moyens pour y parvenir. Il croyait être suffisamment préparé pour braver tout obstacle. Précisément sur les plans financier et juridique. La preuve, Maurice Kamto a été le seul candidat à avoir refusé de prendre la première tranche des fonds alloués aux candidats et de même qu'il était le seul à s'entourer d'une multitude d'avocats pour défendre sa cause devant la Cour

Constitutionnelle lors de l'audience du contentieux postélectoral. Malheureusement, le système qu'il croyait bien connaître pour en avoir fait partie, vient de détruire ses convictions. Une leçon que le "grand professeur" n'est pas prêt à admettre. Cette attitude d'entêtement qu'il continue d'adopter, démontre que malgré toutes ses compétences intellectuelles, le Pr Maurice Kamto fait preuve d'amateurisme sur le plan politique. En faisant de l'accession à la présidence une obsession aveugle, il expose son égoïsme et ses intérêts personnels au détriment de ceux du parti qu'il a mis en place et qui est en bonne voie pour jouer véritablement les premiers rôles dans la vie politique de notre pays. En

adoptant cette posture pleine de radicalisme, il balaie du revers de la main, la position de nouveau parti leader de l'opposition que vient de remporter haut la main le MRC. Un nouveau statut qui pourrait désormais permettre à ce parti de glaner des victoires importantes lors des prochaines élections municipales et législatives et qui pourrait aider Maurice Kamto, lui-même, à préparer sereinement les prochaines présidentielles, sauf s'il se fait déjà de mauvais présages avant cette échéance. D'où sa détermination à intégrer absolument le palais d'Etoudi en bousculant de force le président Biya dont la victoire est d'ores et déjà reconnue par de nombreux pays à travers le monde. Maurice Kamto semble miser ses

derniers espoirs sur la communauté internationale pour être rétabli dans ce qu'il considère comme ses droits. Mais cette piste sera-t-elle la bonne solution ? Nous en doutons dans la mesure où de nombreux recalés aux élections présidentielles dans certains pays africains, comme Jean Ping au Gabon, qui avait misé sur la communauté internationale pour avoir gain de cause concernant leurs revendications attendent toujours une issue alors que les mandats des présidents qu'ils considèrent comme usurpateurs tirent déjà vers leur fin. Ainsi, nous pensons, à notre humble avis que Maurice Kamto devrait se résoudre à tourner la page de la présidentielle 2018 et à préparer son parti pour les prochaines échéances.

Michel Mombio, *DP de "L'Ouest Républicain", et Militant de Base du RDPC***« Face à la machine Biya, Kamto ne peut presque rien »**

Le MRC et son leader sont constants dans la logique qui est la leur depuis l'initiation du processus de l'élection présidentielle, à savoir celle de l'affrontement. Cette logique est nourrie par l'illusion cybernétique entretenue par une équipe de cyber-miliciens mise en place par ce parti, et qui a distillé les injures, les invectives et surtout la haine tribale tout au long. Ces excités et autres enragés du net ont confondu la réalité du terrain et la virtualité des réseaux sociaux. Le message de Kamto Maurice est donc surtout à usage de ces ci-

toyens virtuels. Il est aussi formulé à destination de la partie de la communauté Bamiléké qui a cru en son discours tribal, lequel s'est concrétisé devant le Conseil Constitutionnel lorsqu'il a maladroitement tenté d'opposer les peuples Bulu et Bamiléké. L'effervescence surfaite de ses supporters sur les réseaux sociaux lui laissait croire qu'en s'auto-proclamant président élu, les gens descendraient spontanément dans la rue pour « défendre » sa victoire. Comme en Côte d'Ivoire avec Gbabo, clamaient-ils. Il n'en a rien été, heureusement. Les populations ne descendent dans la rue que lorsqu'elles croient la cause vraiment juste et surtout lorsqu'elles ont un vrai leader assez charismatique pour les conduire. Or Kamto Maurice manque cruellement de charisme, ne lui en déplaise. Le MRC, ayons le courage de le dire, est un parti de pieds nickelés et de boy-scouts qui n'y comprennent pas grand-chose à la politique. Celle-

ci n'est pas une affaire de diplômes, mais de pratique ; elle n'est pas une affaire de sentiment, mais de pragmatisme.

Hélas, Kamto Maurice, qui est pourtant un brillant juriste reconnu comme tel, est sur les traces de John-FruNdi au Cameroun, de Dalein Diallo en Guinée et de Jean Ping au Gabon, à savoir celles de la victoire volée. On sait où cela les a menés... C'est une voie sans issue qui évite à la rigueur au perdant de perdre la face, et de se poser en victime. Les avocats du MRC n'ont rien pu prouver devant le Conseil Constitutionnel. Ils n'ont produit aucun procès-verbal pour étayer leurs dires. C'est donc au bluff et à l'escroquerie que se livrent Kamto et ses adeptes de la secte kamtolique qu'ils forment. C'est sans lendemain.

Comme l'a dit le jeune et talentueux avocat Atangana Amougou d'Elecam, la messe est dite. Depuis ! Seuls les aveugles et les gens de mauvaise foi, ne l'admettent pas. Ces grandes puissances ont

félicité Biya pour se démarquer de Kamto, afin de taire les rumeurs qui les présentaient comme ses mentors. Ces pays n'ont que des intérêts, et ils savent que Paul Biya peut les leur garantir et va le faire comme par le passé.

Face à la machine Biya, Kamto ne peut presque rien ! Dans les faits, en usant de l'analyse systémique, il ressort que les neuf candidats de la récente compétition présidentielle peuvent être divisés en deux groupes. Le premier comprend les deux nouveaux que sont Ndifor Frankline Afanwi et Serge Espoir Matomba, qui ne sont pas directement liés au système. Le deuxième groupe est fait des candidats du système auxquels ils sont liés de près ou de loin. Kamto Maurice, même s'il prétend ne plus émarger à l'IRIC, en reste un employé. Son épouse demeure un haut fonctionnaire du MINREX. Il se dit prêt au sacrifice suprême, mais n'arrive pas à quitter définitive-

ment le système avec sa femme. C'est de l'escroquerie politique. Dans les pays vraiment démocratiques, l'alternance se passe avec des gens étrangers au système. Le premier acte de Kamto Maurice devrait donc être sa prise de congé du système, sa femme avec. Ils sont depuis longtemps à l'abri du besoin. On ne peut pas vouloir le beurre et l'argent du beurre avec le sourire de la crémière en prime ! De même, il doit recruter plus de politiques dans son parti. Pour le moment, ne leur en déplaise, ses collaborateurs en matière politique stricto sensu, sont des rigolos se prenant trop au sérieux. C'est dur et brutal de le dire ainsi, mais il faut le dire. Ces gens préparaient une guerre civile. Dieu merci, en face, ils avaient de vrais professionnels de la politique. Enfin, Kamto Maurice doit s'affranchir du mandarinisme et entrer dans un conseil municipal pour apprendre la politique. Celle-ci s'apprend mieux à la base...

Mindja Zam Georges, conseiller Municipal de la Mairie de Bertoua 2^{ème}

« Les attermolements du candidat du Mrc sont sans objet »



Que l'on soit d'accord ou pas avec les résultats qui ont été proclamés par le conseil constitutionnel, déclarant Paul Biya, vainqueur à 71,28% des suffrages des électeurs, on doit cependant reconnaître que vu l'enracinement de son parti politique, le Rdp, dans tout le pays, ce résultat semble très logique. Si nous nous en tenons à la dernière phrase du Président du conseil constitutionnel, le 22 octobre 2018 à 15 heures 27 minutes: "L'élection est finie", nous pouvons sans risque de nous tromper affirmer que compte tenu des dispositions de l'article 136 du code électoral qui stipule: "Les décisions du conseil constitutionnel relatives aux

opérations électorales, aux résultats des élections et aux candidatures, ne sont susceptibles d'aucun recours"; il est évident que les attermolements du candidat du Mrc, sont sans objet et n'auront aucun effet.

Par ailleurs, cette attitude qui continue à revendiquer une pseudo-victoire est une imposture et il voudrait nous faire croire, comme l'ont allégué certaines personnes, que ce candidat malheureux est dans la logique d'un coup d'État constitutionnel ou encore mieux d'un coup d'État électoral. Cette auto-proclamation, avant et après la proclamation officielle par le conseil constitutionnel, pourrait paraître effectivement comme un processus d'instrumentalisation des consciences, tant nationales, qu'internationales, afin de démontrer que sa victoire a été volée. Ceci cache en fait, son appel subtil aux dirigeants de la communauté internationale, pour que ceux-ci cautionnent son hold-up électoral. Mal lui en a pris, car toute la communauté nationale et peut-être internationale, les autres partis politiques, les acteurs de la

société civile et les forces vives de la nation, au vu de la transparence, de la sérénité et l'équité, que l'on a observé durant cette élection du 07 octobre 2018, ne sont pas tombés dans son panneau et ont tourné le dos à cette grotesque manipulation, en félicitant le vainqueur, déclaré élu par le conseil constitutionnel, Paul Biya.

Au vu de la victoire incontestable, sortie des urnes, l'appel voilé du candidat du Mrc à une insurrection ou à la violence, est de façon véhémente, condamné par toutes les forces vives de la nation, car pour eux, la paix n'a pas de prix.

Ainsi, comme nous le savons tous, "la victoire a toujours plusieurs pères, alors que la défaite est orpheline". Donc, celui qui réclame une victoire virtuelle se retrouvera à la fin seul.

S'agissant de cet acte d'auto-proclamation des résultats et du refus de reconnaître ceux proclamés par le conseil constitutionnel, le candidat du Mrc, après s'être déclaré vainqueur le lendemain de l'élection, alors qu'il n'était pas capable d'avoir tous les PV,

étant donné que son parti n'a pas pu avoir des représentants dans tous les bureaux de vote, 72 heures après, dépose une requête auprès du conseil constitutionnel qu'il désavoue, dans le but de demander une annulation partielle des élections dans les régions du nord-ouest, du sud-ouest, du nord, de l'extrême-nord, de l'adamaoua, du sud et de l'Est. Au regard donc de toutes ces erreurs monumentales sus citées, ce politicien vient d'ajouter à toutes ces tares, une attitude de mauvais perdant, en montrant le peu d'égards qu'il a pour la loi électorale, à laquelle, il a pourtant accepté de se soumettre, en se présentant à ce scrutin du 07 octobre 2018.

Pour nous, simple observateur de la politique, remarquons peut-être en se trompant, que c'est une grotesque erreur monumentale de plus, qui pourrait avoir des répercussions néfastes à l'avenir et le déclin du parti dont il a la charge pourrait débuter les mois à venir.

En réalité, le genre de discours sur l'histoire d'un scrutin truqué et d'une victoire volée, est un disque rayé.

Paris et Washington ont modéré leurs critiques. Les réponses énergiques du ministre de la communication et des forces vives de la République, disant que nous n'avons de leçons à recevoir de personne en matière de démocratie, ont calmé les ardeurs de ces deux principaux partenaires. À cet égard donc, la communauté internationale, si tant est qu'elle existe et s'intéresse encore au Cameroun, a bien d'autres chats à fouetter. Le sort, pour ainsi dire, du candidat malheureux du Mrc à cette élection présidentielle, bien que l'on ait toujours pensé que la communauté internationale le soutenait, intéresse bien peu de monde dans les chancelleries étrangères.

Compte tenu du fait que tout le monde s'accorde à reconnaître que l'élection s'est bien déroulée, en dépit de quelques dysfonctionnements inhérents à l'œuvre humaine, nous suggérons au candidat malheureux du Mrc de se soumettre au verdict des urnes, surtout que nous reconnaissons en lui un éminent juriste de haut vol, qui ne saurait bafouer les lois de la République.

Fabrice Yap Mouchili, *Analyste politique*

« Le Professeur Kamto se sait gagnant »



Ce qu'il faut dire c'est que tous les acteurs qui participent à un tournoi n'ont pas les mêmes objectifs. Chacun en marge de ses déclarations officielles en mondovision, a en back office, son agenda secret. En bref, nous voulons dire que tous les candidats à cette élection querellée du 07 Octobre n'avaient pas les mêmes objectifs. Il était davantage question pour certains de fidéliser leurs potentiels électeurs en vue des échéances à venir;

c'est le cas de l'UDC d'après son Vice-Président sur le plateau "d'Equinox Soir". Même si le Président Garga ne dit rien, il était question pour ce briscard, de sacrifier à un rituel devenu traditionnel pour lui depuis l'avènement du multipartisme et de se refaire une santé médiatique. Joshua Osih conscient du démantèlement du bastion électoral de son parti, espérait juste préserver son éternel deuxième rang. Mal lui en a malheureusement pris. Le pasteur Afanwi en marge de sa révélation en songe par l'ange Gabriel, s'inscrivait davantage dans une logique d'ambiance au vu de la motivation assez loufoque qu'il a avancée pour justifier sa candidature. Serge Espoir Matomba et Cabral Libii jouaient leur va-tout en attendant un coup de pouce de la providence qui visiblement, pour ce coup, a répondu aux abonnés absents. Mais Maurice Kamto pour sa

part, compétissait pour gagner, il savait avoir en sa possession, la stature et les atouts pour évincer la galaxie Biya. Son déploiement en pré-campagne et en campagne laissait présager une préparation assez sérieuse dans l'optique de jouer les premiers rôles.

C'est ce qui explique le fait qu'il n'ait pas la réaction religieuse des autres candidats face au massacre démocratique qui vient de recevoir l'onction du Conseil Constitutionnel malgré les tonnes de preuves assez sérieuses apportées au contentieux par les avocats du SDF et du MRC. Le Professeur Kamto se sait gagnant et le sérieux qu'on peut lui reconnaître nous laisse croire qu'il détient des preuves assez solides qui mettent en relief sa victoire. Ce juriste chevronné qui semble-t-il, "transforme tout ce qu'il touche", n'est pas dans l'erreur. Il a le droit de se soumettre aux mécanismes

internationaux auxquels le Cameroun a souscrit, s'il estime que la crème des crèmes de son pays qui est le Conseil Constitutionnel n'a pas cru devoir lui rendre une justice équitable et impartiale. Le Pacte International de Droits Civils et Politiques (PIDCP) que l'Etat du Cameroun a ratifié en 1984 consacre le droit de tout citoyen à une justice équitable.

Sur la question de savoir si l'action de Maurice Kamto peut prospérer, nous répondons par l'affirmative. Le système juridictionnel International présente quelques garanties de neutralité et d'impartialité non négligeables. A ce titre, il y a de bonnes raisons de croire que Maurice Kamto peut remporter cette bataille, malgré la réaction de la France et des Etats-Unis qui en dépit des réserves subtiles, entérinent la victoire de Paul Biya. Ces pays ont certes une marge de manœuvre dans les juridic-

tions Internationales, mais se sont vus quelques fois déboutés dans des affaires d'Etat.

Quelque chose doit être fait pour restituer la vérité des urnes. C'est dans cette logique que s'inscrit le Professeur Kamto. Il sera davantage question pour ce juriste d'interpeller la mémoire Internationale sur les tares d'une démocratie de façade, de nature à tuer l'émulation démocratique naissante du peuple camerounais. Le faire n'est pas antipatriotique, c'est au contraire rendre service à la postérité qui mieux que nous, a droit à une scène politique vivable. L'action du Professeur peut ne pas porter tous les fruits escomptés mais elle aura le mérite de prouver au peuple que son vote peut être défendu. Il faut le dire, la fraude électorale démobilise le peuple et légitime son argument d'abstention selon lequel tout est joué à l'avance.

Honorable Souop Lazare, député Mrc

«Ce qui reste à Kamto c'est le droit»



Ceux qui ont reconnu leur défaite l'ont fait parce qu'ils n'ont pas gagné. Mais nous, nous continuons de réclamer notre victoire, parce que ce qui a été pré-

senté au Conseil Constitutionnel (CC) était une mascarade. Il y a 36 procès-verbaux venus des régions que nous contestons. Dans ces régions, les procès-verbaux arrivés à la commission de recensement de vote ont été substitués et d'autres fabriqués pour présenter au CC la victoire de Paul Biya. Nous avons demandé à cette commission de présenter les PV tel que venus des

régions et des départements, afin qu'ensemble, on confronte par rapport à ce qu'ils ont donné au CC. Or, ils ont donné des rapports en omettant de présenter les résultats qui sortent de ces rapports. Voilà pourquoi fort de nos résultats que nous avons eu partout, nous sommes vainqueurs. Kamto ne peut pas accepter que Paul Biya ait gagné. S'il avait gagné, honnêtement on le féli-

citerait.

Les américains ont salué les camerounais d'avoir fait les élections sans heurt. Il ne s'agit pas de Paul Biya qu'on a félicité. Kamto est un agrégé de droit fondamental et donc c'est normal qu'il porte l'affaire au niveau de la communauté internationale. Il sait très bien où il va, il a les preuves tangibles que la démocratie n'existe pas au Cameroun et il faut le

démontrer à la communauté internationale. Ce n'est pas pour rien que nous avons demandé que les débats au CC soient faits en direct. Biya a une machine rouée. Même si on doit tricher les élections, ce n'est pas de cette manière-là. Le voleur commet toujours les erreurs par lesquelles on finit par l'arrêter. Ce qui reste à Kamto c'est le droit, et rien que le droit.

Léon Theiller Onana, homme politique

« Maurice Kamto est dans une logique de va-t-en guerre »



L'élection présidentielle du 7 octobre dernier nous a permis de relever une avancée considérable de la démocratie, jadis désordonnée dans notre pays. Cette élection est venue réveiller la population qui s'était oubliée dans la jonglerie qui malheureusement est devenue, le seul moyen de survie dans notre pays.

Maurice Kamto est dans une logique de va-t-en guerre, sauf que son attitude avant cette présidentielle l'a distancé de toutes les forces politiques qui auraient été capables de l'accompagner dans ce qui est normal d'appeler le suicide socio-politique. Entre ses sbires sur internet qui ont passé le temps à insulter, à dénigrer, et

à salir l'image de tous les autres candidats sur la toile, cette démarche de sa meute a obligé le peuple à se braquer contre lui et son parti. Voilà pourquoi tout semble faire croire que même les résultats qui lui ont été affectés ne seraient véritablement pas les siens mais plutôt un moyen pour le régime de calmer son appétit du pouvoir. Les autres leaders politiques ont noté des irrégularités sans toutefois inciter au désordre urbain. C'est cette attitude de mauvais perdant qui irrite davantage les camerounais et qui justifie que ses nombreux appels masqués à l'insurrection ne puissent pas prospérer.

Sur le fond, Kamto n'a pas raison de revendiquer sa victoire, pour la simple raison que dans son équipe de campagne, des voix dissonantes se font entendre et surtout lui et son directeur de campagne, Monsieur KINGUE Paul Eric, ne s'entendent pas sur le pourcentage exact. Sur la chaîne Afrique média, son directeur de campagne parlait plutôt de 51%, quelques

temps après la proclamation des résultats par le conseil constitutionnel. Maurice Kamto lui-même nous revient avec un score de 39%.

Dans cet imbroglio, il faut être fou ou idiot pour croire que Kamto lui-même est convaincu d'avoir remporté l'élection présidentielle. Être opposant ne veut pas forcément dire combattre le régime par tous les moyens, même celui du mensonge et de la désinformation.

Le Cameroun est notre héritage commun. L'appétit du pouvoir ne devrait pas l'obliger à se compromettre vis-à-vis des citoyens avec sa fameuse sortie devant Le conseil constitutionnel au sujet du tribalisme. Pire encore, contester une élection que tu sais pertinemment n'avoir pas remporté, puisqu'étant incapable de prouver sa représentativité dans les 25000 bureaux de vote. La maladresse des opposants africains à se tourner à chaque fois vers les occidentaux fragilisent nos États, n'aide pas nos hommes politiques qui

laissent alors l'impression au peuple d'être les mercenaires, les pions à la solde des prévaricateurs du riche sous-sol africain. Kamto n'a pas dérogé à la règle de ses prédécesseurs partout en Afrique qui ont emprunté le même canal, en tuant au passage des innocents pour parvenir à leurs fins. Toutefois, il a oublié que le Cameroun c'est le Cameroun, notre peuple est éveillé.

Ce que Kamto a oublié est que le monde a évolué, les occidentaux ont beaucoup appris des événements en Côte d'Ivoire avec l'affaire Laurent GBAGBO. Un peu partout, où ils se sont vus hués par les africains, donnant carte blanche aux pays comme la Chine, la Russie, la Turquie de préempter leurs parts de marché parce qu'ils apparaissent aujourd'hui comme les seuls soutiens des dirigeants africains, face à ce que d'aucuns appellent l'agression néocolonialiste.

La France, la Grande Bretagne, les USA... et bien d'autres ont félicité le président Paul

Biya pour sa réélection selon les usages diplomatiques, tout en relevant au passage, les irrégularités observées et décriées par les différents candidats.

Au regard de l'analyse qui précède, il est fort probable de croire que Maurice Kamto avait un agenda caché qui est malheureusement en train d'être maîtrisé. Son insistance à vouloir faire gronder la rue, malgré le fait que le peuple continue de le bouder fait penser qu'il est entrain de justifier son échec auprès de ses pairs.

La seule solution qui reste aujourd'hui à Kamto est de se raviser, de commencer à reconquérir l'électorat pour éviter une autre désillusion lors des législatives et municipales prochaines au regard de l'étiquette ethnofasciste qui lui a été collée de par ses sorties alambiquées et tendancieuses sur le vivre ensemble. On ne peut pas prospérer en politique, surtout en Afrique, en s'attaquant à la fois au pouvoir en place, et aux autres forces de l'opposition.

Me Léonard Ndem, *Mrc*

« Le Pr. Kamto est allé à l'élection présidentielle sûr de son fait »



Le problème qui se pose s'articule tout simplement autour du fait que le Pr. Kamto est allé à l'élection présidentielle sûr de son fait. Il faut que les gens le comprennent une fois pour toute. Et, contrairement à tout le ramdam qu'on fait autour de l'auto-proclamation, le Pr. Kamto a annoncé tout simplement qu'au vu des documents en sa possession, il était en pole position. Et, d'ail-

leurs, on a pu constater par la suite que l'histoire lui donne raison parce que, pour avoir annoncé cela, ça a provoqué la panique dans l'autre camp. Au point où, pour ceux qui ont assisté à l'audience solennelle du conseil constitutionnel, on brandissait des documents fabriqués à la limite d'une manière grossière. Tout le monde a vu les pv brandis par M. Essombe. Il faut que les gens sachent que c'est lui qui a poussé les commissions départementales à cette faute, parce que celles-ci, sous sa pression, se sont mises à fabriquer des documents qui sont arrivés là-bas. On a pu constater qu'en dernière phase, ce sont les informaticiens qui sont rentrés dans la

danse.

Relativement au fait que Maurice Kamto ait accepté d'aller jouer ce match tout en sachant quelles étaient les règles du jeu, disons que c'est un argument à la limite enfantin. Le Pr. Kamto ne pouvait ne pas se présenter à l'élection, parce qu'il la prépare depuis très longtemps. Mais s'agissant du problème des règles du jeu, le camp d'en face est conscient que les règles sont mauvaises. On reproche au Pr. Kamto de n'avoir jamais cherché à faire changer lesdites règles. Mais, c'est être de mauvaise foi. Car, la moindre réunion que ce monsieur a voulu organiser allant dans le sens de la révision du code électoral, lui et ses partisans ont plutôt reçu

des canons à eau. Personne n'oublie ce qui s'est passé à Odza il n'y a pas très longtemps. Et, c'était une coordination des partis politiques qui voulait se réunir pour s'organiser afin d'exercer une pression sur le système. Ils font de mauvaises lois et quand une loi est mauvaise, il faut qu'on l'applique ; c'est eux-mêmes qui le disent. On a beau jeu de dire que les gens commettent des erreurs, sauf le parti au pouvoir. Quand on sait qu'au Cameroun, il y a parfois des copies qui ne sont pas corrigées et on donne des résultats. Si le Pr. Kamto a des documents à sa disposition comme cela est évident, il est libre de les mettre sur la place publique et de prendre le peuple à té-

moins. Revendiquer une victoire ne signifie pas se proclamer vainqueur. Où est l'erreur politique ?

Pour ce qui concerne la communauté internationale, il s'agit d'une nébuleuse qui ne peut pas venir imposer quoi que ce soit. Mais, il faut qu'elle soit prise à témoin par rapport à ces agissements. Au Cameroun, la rengaine qu'on vous sort tous les jours, c'est de laisser le vieux faire son dernier mandat. Il a piégé tout le monde de la même manière en 2004, 2011. Au moins une fournée de ses ministres est au bain pour avoir eu des velléités. En 2018, il a fait pareil. A la vérité, le Rdpc ne pourra qu'implorer de l'intérieur et ce sera le salut pour le Cameroun.

Julio Oyie, *political analyst*

« Maurice Kamto wants to keep absolute over everything »



Maurice Kamto is in a step-by-step approach that will not be successful because the national and international community has recognized Paul Biya's victory. The reasons for such stubbornness are only subjective, occultic and a mafia. He clearly has tacit agreements with legal and natural persons who hoped or even hoped for a rather laudatory score of him in the absence of a vic-

tory, which could cause doubt in the national collective conscience, and would have been a good one, catalyst for insurgency, or any other kind of instability.

This clearly suggests an insurrectionary conjuration agent which was planned as a series of options that would be activated over time, and according to the perceptions and reactions of the national and international communities. But, all indications are that he did not understand that he is not the only one to do midnight Masses, and that he does not have the exclusivity of meetings and negotiations with foreign powers, on which he had obviously had high

hopes, including some multinationals. So this is where his current stubbornness (since he is truly counterproductive, given the isolation he is already experiencing from his back-up allies, which are the international community and the multinationals) is completely ridiculing him both on the international than national. His shadow partners quickly realized that the balance of power was too unequal, and that they had bet on the wrong horse. Unless Maurice picks up quickly either by changing partners or accepting his defeat and renegotiating other agreements with former partners, he will be completely dropped, and it will be the death knell of his poli-

tical life. The Jean Ping case from Gabon is an example.

The actions of the so-called international community, not to say the world powers of the moment, function as the effects of domino: Great Britain and France who are like the guardians of Cameroon having validated the election, all the other powers of the former capitalist block will only do the same; without forgetting the traditional allies of Cameroon (under the Biya era) that are China, Russia, Brazil, South Africa, etc ..., and which are not at all negotiable in the concert of nations! The upcoming parliamentary elections are significantly larger than this past presidential election. Mau-

rice Kamto should spare his efforts for this battle from another angle, with different stakes, and more complex and differential strategies. Unless in his selfish, egocentric and egotistical reflexes, he only wanted it for himself. With other municipal and legislative deadlines, he will be forced to give control to other leaders. In my humble observation of the management of this personified political party, Maurice Kamto wants to keep absolute control of everything, and it would not be good for him to emerge other real political leaders, hence his fixation and stubbornness to claim a mirage of victory in the last presidential election!

Loveline Mbeh, *alternate member of parliament*

«*Kamto has the right to seek for justice*»



Iwant to be categorical here, we can't take Kamto and be comparing with other candidates. The Cameroon Renaissance Movement (CRM) is different from other opposition political parties. The ideologies of the Social Democratic Front or the Universe party are not the same

like those of the CRM. We should stop thinking that just because this person did it this way, I'm compiled to do it his own way. First of all, the other candidates like Joshua Osih, Cabral Libii, Franklin Ndifor know why they have accepted the election results in favour of Paul Biya. Maybe because they are hoping to be appointed or hoping to get some compensation somewhere, Maurice Kamto is above that. He has rejected the results because he knows he won this election based on the proves, that is the reports from the polling stations at his disposal. We all watched on tele-

vision how the Constitutional Council presented unsigned reports during the hearings and they were protested by Kamto's lawyers.

Which political error are we talking about here? That of him seeking justice over what he believes to have won? Each everyone of us due make mistakes but hardly do politicians acknowledge they make more mistakes if not your opponent will capitalize on your mistakes for their favour. Kamto has chosen a path to follow, whether good or bad one, he has no choice than continuing to follow that path while trying to adjust the

lapses.

If he decides to turn to the international community to seek justice, that's his legitimate right, there is nothing we can do. He estimates that he can't get the needed justice here in Cameroon since the decision of the Constitutional Council can't be reversed according to the law. I read through the press releases of both countries especially that of the U.S State Department on Cameroon's election. No where did it congratulate Paul Biya for his re-election but the Cameroonian people and Elecam for organization a peaceful election.

Even if that was the case, it's not the French, Americans nor the British people controlling the international court of justice for example. The ICJ is an independent body. And so by congratulating Paul Biya does not guarantee the fact that they are supporting him and against the other candidates or Maurice Kamto.

The only solution left for Kamto is to seek justice from the international community as he is planning to do and not to seek for help to destabilize the country. He is a lawyer and I think he understands what to do at this stage.

Adamou Youmo Koupit, *Expert en Gestion Financière et en Suivi/Evaluation, Membre du Bureau Politique de l'UDC*

«*L'expérience récente du Gabon avec M. Jean PING devrait nous éclairer*»



En politique comme dans tous les autres domaines de la vie, il faut savoir faire le choix, avoir le courage de son choix et assumer les conséquences de son choix. Pour accéder au pouvoir dans une démocratie, il y a trois voies dont la voie par excellence est celle des élections ; les deux autres voies à savoir l'insurrection ou le coup d'Etat étant exceptionnelles et même décommandées. Lorsqu'on s'engage dans une voie comme dans l'autre, on doit pouvoir au préalable mesurer objectivement et efficacement le rapport des forces et

adopter la stratégie conséquente pour s'assurer d'avoir mis ce rapport en sa faveur. A défaut, il faut s'attendre au péril ; le péril aux élections, c'est la défaite et lorsqu'elle arrive, on doit pouvoir y faire face sportivement et garder la posture républicaine. Cela suppose qu'on accepte sa défaite, qu'on tire les leçons qui s'imposent pour mieux préparer les futures échéances.

Les huit Candidats de l'opposition qui ont fait face à la candidature du Président Sortant du Cameroun, ont choisi d'évoluer dans le couloir républicain et démocrate en allant aux élections et ne devraient rien faire qui soit en marge de la loi. Généralement au Cameroun, lorsqu'un acteur politique ou social se met en marge de la loi, menace la paix, la cohésion sociale et la stabilité du pays, l'immense majorité du peuple se

retourne contre lui sans considération de chapelle politique car le parti de tous les Camerounais c'est bien la paix. La paix est notre bien commun le plus précieux et il faut en prendre conscience. L'erreur politique a été déjà consommée non seulement en s'auto-proclamant vainqueur du scrutin, mais aussi en instruisant le Président en poste d'organiser la passation pacifique du pouvoir au risque de plonger le pays dans « une violence dont on n'a pas besoin ». Lorsqu'on annonce soi-même qu'on a reçu mandat du peuple et qu'on s'engage à le défendre jusqu'au bout, on surprend négativement le peuple. Après être revenu à la raison et emprunté la voie républicaine par deux recours introduits au Conseil Constitutionnel, le Professeur KAMTO a encore surpris l'opinion lorsqu'il

refuse de se soumettre à la décision sans recours du Conseil Constitutionnel. Je pense que son intention actuelle de recourir à la Communauté Internationale par la saisine des juridictions internationales ou de l'ONU, est le lot de consolation qu'il veut s'offrir car on sait pertinemment que cela n'a presque aucune chance de prospérer. C'est d'ailleurs pour cela qu'à côté de cette solution, il serait en train d'envisager un plan d'action de résistance qu'il entend faire réaliser par la population mais il faut se convaincre qu'aucune de ces solutions ne pourra prospérer si l'objectif est de faire revenir sur l'élection présidentielle du 7 octobre 2018 dont la page est désormais tournée. L'expérience récente du Gabon avec M. Jean PIN devrait nous éclairer. Nous devons comprendre que tout se

passé dans les Bureaux de Vote et que lorsqu'à ce niveau, on a réussi à introduire frauduleusement dans le ventre de l'urne ce qu'il crachera publiquement à l'heure du dépouillement et qui sera consigné dans les Procès-verbaux, tout devient régulier et donc presque impossible de remettre en cause dans les prochaines étapes du processus. Le comportement productif est désormais de prendre conscience de cela et se projeter vers l'avenir qui pour l'immédiat, porte sur les élections municipales et législatives de septembre 2019 car alors, il ne faudra pas laisser que les mêmes causes produisent les mêmes effets dans les mêmes conditions ; et le MRC a désormais un rôle important à jouer dans cette perspective pour toute l'opposition.

Propos recueillis par la Rédaction

The Cameroon professional Football league (LFPC) now has a new Secretary General

The 54-year-old Benjamin Bayeck replaces Pauline Thérèse Manguele, sent on retirement by General Pierre Semengue.

Benjamin Bayeck is little known to the Cameroonian sports public. He practiced handball in the 80s, including Yaounde University Club (YUC) and in the team of the Armed Forces and Police (FAP), it is in the football administration that he built himself a good professional career. His career at the Cameroon Professional Football League began as an assistant professor in the infrastructure and equipment department. He is leaving the post of Head of Infrastructure and Ticketing Services and has been promoted to the post of Acting Secretary General.

Benjamin Bayeck has as duty to carry out the day-to-day running of the

LFPC. To this end, he will prepare the work of the next Board of Directors, which will ratify his appointment, and then anticipate in the preparation of the General Assembly Meeting of 1 November 2018. His mission is simple: "to apply the instructions of the President and the Board of Directors; work for the revival of the new season; finalization of competition regulations; make the competition calendar,

Benjamin Bayeck studied at the University of Yaounde and then at the Samba Higher Institute. This computer analyst worked in several NGOs in the framework of the popularization of ICT from 1997 to 2002. He is recruited as of September 2002 to the National Institute of Youth



Benjamin Bayeck new SG of LFPC

and Sports (INJS) as attached to the direction of research (Daesr) and as a teacher of information and communication techniques

applied to Education (Tice).

By Amos Muang Nsah

Eding Sport FC of Lekie recruits 2 new players ahead of Cameroon Cup finals

The management of Eding sport of Lekie, an Elite one club of the professional league of Cameroon is leaving no stone unturned to ensure they lift the 2018 Cup of Cameroon. While waiting for the official closure of the 2017/2018 sport season therefore, the finalist, have recruited a defensive midfielder, Wesley Apone and Winger, Tebbi Babba from Amateur side, Donlap Academy.

Eding Sport FC officials told this reporter that the signing of the youngsters is motivated by their talents and the club's president, Saint Fabian Mvogo's desire to give young players a chance. Wesley Apone has already played for the national youth teams and will be a huge part of the Eding Sport FC project, starting with the Cup final and the new season expected to begin in November.



Eding Sport staff and two new recruits

It should be noted that Eding Sport players constitute part of the 35

players selected by head coach of the U-23 national team currently training in

Yaounde ahead of Egypt U-23 AFCON 2019 qualifier encounter against

Chad on November 16.

By A. M.N.

Quotidien émergence

1^{er} Quotidien Bilingue Privé
au Cameroun

Disponible
dans vos Kiosques
Tous les Jours



- Une information de qualité
 - Des analyses percutantes
 - Un réseau d'abonnés
 - Des bureaux dans les 10 régions
 - Une imprimerie moderne
- Lisez et faites Lire*